

Ni Charlots, ni Charlies, ni Charia...
Français !

Retour sur un massacre

Proposition d'une manière (la seule?) d'éviter un apartheid

Entendre par ce sous-titre: *la seule manière – intelligente et pacifique – d'établir le préalable d'une concorde minimale dans une France pacifiée ?*

Avec un peu de recul, est-il permis de proposer quelques réflexions après la tragédie que notre nation vient de vivre ?

L'émotion qui a submergé la France et, par une contagion inattendue, l'Europe (à l'exception notable de la Russie écartée), suivie d'un nombre important de représentants du monde qui se donne pour libre, et, dans une bien moindre mesure, du Moyen-Orient et de l'Afrique... ont porté à incandescence ce désarroi mêlé de peur qui, assure-t-on, n'est pas près de s'estomper...

Lors de ces terribles événements, nos mentors politico-culturels – nationaux, européens et mondialistes – virent l'occasion d'accoucher la société d'un changement brusque et radical, auquel ils travaillent depuis si longtemps, mais qui n'en finissait pas d'arriver. "Ils" ont donc détourné la réaction du peuple français face aux conséquences dues aux politiques irresponsables, si ce n'est coupables, des dernières décennies, et ont converti la tragédie en un psychodrame national et international parfaitement cadré. C'est à croire qu'un plan était prêt pour des faits annoncés. Pas étonnant que les complotistes s'en donnent à cœur joie.

Ce retournement subit, pensent-ils in petto, perdurera par les effets irréversibles de l'injection massive des agents de subversion inoculés à cette occasion. Ce savant et pernicieux cocktail, composé de *Liberté d'expression sans limites, d'indifférenciation en tous genres, de tolérance à tout va*, assorti d'un "pas d'amalgame" récurrent... a débouché sur le bonheur fugace de se sentir unis face au danger. Cette mixture mêlée à l'excipient d'un *laïcisme* absolutiste a eu l'effet d'un shoot.

Nos bonimenteurs, passant outre la plus élémentaire prudence, ont forcé la dose du composant "liberté d'expression". Le bon sens et l'Histoire récente ne leur ont donc pas appris que toute liberté ne vaut que ce que valent les limites qui la conditionnent. Trop contraignantes, les limites étouffent les libertés; débridées, elles les dissolvent.

Ils oublient aussi l'avertissement du Chigaliov de Dostoïevski dans *Les possédés*: « *parti d'une liberté illimitée, j'ai abouti au despotisme illimité* » – et ne craignent nullement qu'un autre retournement puisse remettre le monde à l'endroit.

Partis

d'une liberté d'expression infinie...

Exploitant ces heures dramatiques, les grands thèmes subversifs récurrents furent portés à leur paroxysme :

- Placés en tête, *la liberté d'expression* et ses corollaires – le droit au blasphème et ses expressions orales, écrites et, qui plus est, dessinées – furent absolutisés. Dogmatisation renforcée à l'endroit des caricatures, surtout lorsqu'elles sont de très mauvais goût, jusqu'à être offensantes pour les personnes – et ce qui leur tient le plus à cœur – à qui l'on concède le droit de se sentir offensés !

Personne ne dit pourquoi se réclamer de l'humour dispenserait de respecter les autres et ce qu'ils ont de plus cher. Il est irresponsable – ils s'en vantent ! – de faire accroire que l'humour abolit toutes limites, y compris celles imposées par notre Constitution qui garantit "le respect de toutes les croyances", ce qui inclut nécessairement les croyants... On ne conçoit pas, en effet, de devoir respecter les "croyances" et non ceux qui les professent, et réciproquement. Le non-respect de cette obligation délégitime l'exécutif qui encourage sa transgression.

L'unité républicaine dans l'indifférenciation

- Le deuxième composant de l'ordonnance infligée, qui doit conduire à l'unité de la nation, est *l'indifférenciation du tous pareils* – abolition de tout ce qui permet de distinguer les gens, leurs idées, leurs actions... et finalement le bien et le mal.

On aimerait pouvoir se réjouir d'une perspective d'unité. Malheureusement l'unité, dont il s'agit, se confond avec une uniformité grégaire qui exige l'effacement de toutes distinctions de genres, opinions, races, religions et, par voie de conséquence, des personnes, des familles et des communautés... pour obtenir une masse d'individus manipulables à merci.

Ici encore, oubliant que distinguer est le premier rôle de l'intelligence, ceux qui disent agir pour notre bien entretiennent la confusion entre unité et union, intangible et contingent, principes et applications. Ces bonnes âmes devraient savoir, que l'unité se fait par le haut – par les principes et les valeurs morales – tandis que les unions, qui supposent différenciation, distinction, discrimination, diversité... sans lesquelles il n'y a pas union mais massifications, se réalisent en bas.

L'inversion de ces deux pôles de notre verticalité – le temporel et le spirituel – se réalise par une double subversion consistant à *relativiser ce qui est absolu* : les principes et ce qui s'y rapporte ; et à *absolutiser ce qui est relatif* qui, à ce titre, relève de la connaissance des principes, de leurs explicitations et de leur mise en pratique.

"Pas d'amalgame"

- Le troisième slogan de la pensée obligatoire «pas d'amalgame» – à laquelle toutes les composantes de l'islam contreviennent absolument (nous y reviendrons) – fait office de liant de la potion que l'on nous impose.

Néanmoins, ce cri de ralliement des Charlies imposé aux Charlots : *“pas d’amalgame”* induit la déliaison des causes et des effets en tout domaine, ce qui permet toutes les manipulations, et revient à dire que nos peurs n’ont que des causes contingentes et collatérales. Le terrorisme djihadiste serait, pour nos Diafoirus, un épiphénomène sans cause première et objective, mais le résultat d’un ensemble de conjonctures ne touchant que des déséquilibres en déshérence, victimes de circonstances malheureuses... dont la nation ne serait pas innocente. Contingences qu’il suffirait de supprimer pour que tout le monde devienne beau et gentil.

Bien entendu, personne ne devrait s’y tromper, l’immense majorité des musulmans n’y sont pour rien et méritent le respect dû à tous nos frères humains. Cependant, si le fait qu’il s’agisse immanquablement de musulmans n’accuse pas les musulmans dans leur ensemble, il pose tout de même au moins deux interrogations : pourquoi des musulmans et non tant d’autres qui sont dans des situations similaires ? Et une deuxième : y aurait-il deux états d’un même islam, l’un endormi, l’autre en activité ?

À l’appui du constat d’une certaine relation entre l’islam et les intégristes djihadistes, il convient aussi, de ne pas oublier que ces terroristes, habités par une pulsion communicative de haine – sur un terrain d’envie – massacrent, chez eux, de manière insoutenable, ceux qu’ils considèrent comme des blasphémateurs ; les enterrent jusqu’au cou avant d’effrayantes lapidations... égorgent vifs ceux qui ne sont pas de la même obé-

dience ou croyance, les crucifient, les massacrent par villages entiers, et jouent au foot avec les têtes de leurs victimes... toujours au nom d’Allah.

Donnons, parmi d’autres de plus en plus nombreuses, une exception à charge de ce déni de causalité. Abdel Fattah al-Sissi, président d’Égypte en exercice, déclarant entre autres : *« Il est impossible que la pensée, que nous [musulmans] tenons pour la plus sacrée, puisse faire de l’entière communauté des croyants une source d’anxiété, de danger, de meurtre et de destruction pour le reste du monde »*. Il appelle, avec des intellectuels, à expurger et à réformer leur religion.

Or, nos guides politico-culturels – affirment haut et fort que la religion musulmane (ici, ils ne disent pas l’islam) n’a rien à voir avec ces tueries... Propos que l’on pourrait considérer comme envisageables... à la double condition de faire l’impasse sur les textes qui les encouragent et les justifient ; et aussi d’isoler la religion musulmane de l’amalgame indistinct de politique, de culture, de loi (la charia) et de religion... constitutif de l’islam ; c’est-à-dire à la condition minimale préalable de distinguer la religion musulmane des autres composants de l’islam...

La politique, la foi et le droit

Les terribles drames auxquels nous venons d’assister ne seront qu’un prélude, si l’on cesse de nier les évidences, et si l’on persiste à ne pas chercher, ni accepter, leurs véritables causes, moins encore à les combattre...

Là comme ailleurs, toute solution commence par la distinction des éléments consti-

tutifs du problème posé. Le sens humain, le droit, la Constitution qui affirment défendre les “croyances”, et par là les religions et les croyants, ne prescrivent rien de tel pour la politique et les lois exogènes. Or, qui peut nier que – si non la religion musulmane, directement – du moins l’Islam est au centre de la tragédie que nous vivons... et que – par ses *amalgames* qu’en l’occurrence personne ne songe à mettre en cause – l’on se trouve devant un dilemme insoluble?

Entre les deux attitudes contradictoires qui consisteraient à respecter les personnes de religion musulmane, et à récuser la politique conquérante de l’islam qui ne distingue pas politique et religion, il y a une antinomie impossible à résoudre dans l’état actuel de confusion des esprits... qu’il convient donc de réformer.

En effet, l’on donne habituellement comme synonymes islam et religion musulmane. Cette confusion a des conséquences *désastreuses* d’abord pour les musulmans de l’Oumma islamique... (qui est pour les musulmans ce qu’était pour nous la chrétienté). Ces conséquences sont *déchirantes* pour ces mêmes personnes désirant s’établir en France. Elles sont *dirimantes* pour les pays d’accueil qui, s’ils peuvent s’accommoder de plusieurs religions compatibles (protestantismes, catholicisme, confucianisme, bouddhisme..., musulmane (après désenclavement), ne peuvent admettre avoir deux politiques et deux lois.

L’islam, en effet, répétons-le, se caractérise par la concaténation des domaines politique, culturel et religieux considérés, non comme une unité, mais comme une unicité monoli-

thique... en réalité un *Politolithisme* masqué par un *théolithisme*.

La chrétienté, en revanche, se distingue – ou plutôt se distinguait – non par la séparation radicale entre ces trois grands domaines, mais par la distinction judicieuse du politique, du religieux reliés par du culturel. Il est même patent que cette distinction fut la condition du développement en tous domaines de ce qu’hier l’on nommait la civilisation occidentale.

Malheureusement, avec l’apparition de la pensée duelle, cette distinction raisonnable est devenue une séparation radicale, avec pour résultat sa régression politique, sociale, culturelle et religieuse. Le face-à-face de ces deux absolutismes – d’un côté concaténation, et de l’autre séparation – a pour conséquence d’anéantir toute possibilité d’un minimum d’entente avec l’islam.

Les distinctions salvatrices

L’islam, répétons-le une dernière fois, est le résultat de la compilation d’une politique conquérante assortie de ses lois implacables (la charia), qui intègre (instrumentalise diront certains) une religion et la culture. Or, rien ni personne, ni loi, ni Constitution, ne peut exiger d’une nation qu’elle accepte en son sein deux politiques et deux législations, sans la vouer à une discorde permanente qui conduira à son affaiblissement d’abord, à sa disparition ensuite, par un remplacement, lent sans doute, mais non moins inexorable.

Nous, “Occidentaux”, devrions conseiller aux musulmans de faire, chez eux, cette double distinction, qui nous a si bien réussi (et que nous devrions rétablir). Mais aussi,

nous devons exiger des musulmans désirant s'établir sur le sol de France, qu'ils fassent cette indispensable distinction entre leur religion et la politique de leur nation d'origine accompagnée de la loi (charia) qui va avec... pour faire acte d'allégeance à la politique et aux lois du pays d'accueil. Une culture mixte pouvant, dans un premier temps, servir de transition vers une assimilation complète (au sens transitif et pronominal). Ceux qui veulent rester étrangers (ce qui n'est pas une indignité!) doivent avoir – bien que temporairement – la même attitude... et un statut spécifique.

La double distinction que nous devrions conseiller aux musulmans de faire chez eux, et la séparation que nous devons exiger d'eux chez nous, doit, parallèlement, être assortie d'une réforme de *nos* mentalités. Cette remise en cause commence par la mise en place d'une laïcité véritable, qui distingue les domaines politiques et religieux – sans confusion, ni séparation étanche – et ne se confonde pas avec le rejet, voire de la haine du religieux.

Il nous faudra, aussi, déabsolutiser les notions de liberté et d'égalité, pour atteindre une concorde véritable.

Alors, une autre distinction, susceptible d'assurer les conditions d'un minimum d'entente, pourra être pratiquement envisagée. Distinction entre la société civile qui accueille l'étranger... sachant que l'État doit faire face à ses obligations en réglementant raisonnablement l'immigration.

Alors, seront établies les conditions d'un retour à un minimum de concorde, vertu

première d'une nation digne de ce nom, c'est-à-dire unie, protectrice et ouverte à la fois.

Ce traumatisme national a ébranlé certitudes et mentalités, pour y installer individualisation, indifférenciation, relativisme et soumission... bref, a achevé de neutraliser notre civilisation en en faisant des vestiges d'un autre âge.

Ceux qui s'imposent comme nos maîtres-penseurs se plaisent à dire qu'il y aura « un avant et un après ». Relevons le défi... pour d'autres raisons, d'autres objectifs, et une autre manière de penser et de faire...

Dans ce but formons un triple vœu :

Que la liberté annoncée, ne soit pas le prolongement de celle de 1789, car nous dit Philippe de Villiers « *On est près du grand mouvement de l'inversion. Celui qui mettra en cause la Révolution ; la Révolution historique (la terreur est dans son ADN) mais aussi la Révolution agissant aujourd'hui... Il y a des signes du sursaut ; des gens qui bougent ; des voix qui s'élèvent et qui parlent de plus en plus fort* ».

Que la dite *liberté d'expression* ne soit pas celle de la doxa correcte, unique et obligatoire, mais qu'elle soit issue du réveil des intelligences et des volontés...

Que cet "après" soit ouvert, non aux idées propriétaires, aux slogans, à la confusion... mais à l'intelligence dont le rôle premier est de distinguer.

